

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, «signalisation temporaire»,

Vu la décision 2024-036 du 20 décembre 2024 portant détermination des tarifs municipaux pour l'année 2025,

Vu la demande du 06 juin 2025 de l'entreprise BSC, sise 10 allée de la Corvette – 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE,

Considérant que l'entreprise BSC souhaite reporter l'occupation du domaine public avec le stationnement d'un camion, devant le 12 avenue Jules Renard à Saint-Herblain, du 23 juin au 17 juillet 2025, et l'installation d'une benne le 24 juin 2025,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières pendant la durée des travaux,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté DPR-2025-0248 du 21 mars 2025.

ARTICLE 2 : Du lundi 23 juin à 09h00 au jeudi 17 juillet 2025 à 16h00, l'entreprise BSC est autorisée à occuper le domaine public avec le stationnement d'un camion (sauf les vendredis et le week-end), devant le 12 avenue Jules Renard à Saint-Herblain. Dans le cadre de cette intervention, une benne sera installée le 24 juin 2025.

ARTICLE 3 : Les mesures et conditions suivantes seront appliquées sur la voie précitée :

- neutralisation d'une partie de la zone de stationnement devant le 12 avenue Jules Renard ;
- **stationnement AUTORISÉ pour le véhicule de chantier** sur l'ensemble de la période ;
- **stationnement AUTORISÉ pour la benne (4m x 2m) pendant une journée** ;
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à emprunter un cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile ne devront être interrompus ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Cette installation ne devra pas porter atteinte à la visibilité et à la sécurité des usagers.

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

ARRÊTÉ :
DPR-2025-0630

OBJET :
**Abrogation de l'arrêté
DPR-2025-0248 -
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du
domaine public -
stationnement camion
et benne -
12 avenue
Jules Renard -
du 23 juin
au 17 juillet 2025**

ARTICLE 4 : La circulation des riverains, des piétons et l'accès aux propriétés riveraines ainsi que le passage des véhicules de secours, et de ceux assurant la collecte des déchets seront maintenus en permanence.

ARTICLE 5 : La signalisation (et pré-signalisation) réglementaire sera mise en place et entretenue par **l'entreprise BSC**, chargée de la réalisation des travaux. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992. Le présent arrêté devra être affiché sur site 48 heures avant les travaux.

ARTICLE 6 : L'arrêt ou le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées par les travaux est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R417-10 paragraphe II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 7 : Toute dégradation et/ou salissure constatée sur la voie publique et imputable au chantier sera systématiquement suivie d'une réparation à la charge financière de l'entreprise.

ARTICLE 8 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 9 : L'occupation donnera lieu à la perception par la Ville d'une redevance conformément au tarif fixé en Conseil Municipal. Cette redevance sera recouvrée en régie par les services municipaux de Saint-Herblain. Elle sera d'un montant total de **201,60 € (soit 12,60 € x 15 journées pour le stationnement du véhicule et 12,60 € pour la benne)** sur le domaine public pendant la période.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la ville.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale et Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 12 JUIN 2025

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

Reçu à la préfecture de Nantes le 12 juin 2025

Publié le 12 juin 2025

